

Face à un développement durable taiseux de vraies réponses sociales

Le mouvement des Equipes Populaires a lancé il y a quelques années un chantier « développement durable », interrogeant cette notion dont l'un des piliers se revendique « social ». Touchés par une précarité sans cesse grandissante, différents groupes locaux ont mis en avant leurs préoccupations et construit leurs solutions.

Le « social » est-il le parent pauvre du développement durable ? Quelle place laissée aux questions de pauvreté et de justice sociale dans la définition idyllique du DD et surtout dans ses traductions sur le terrain ? On est en droit de s'interroger... Plus que jamais, les inégalités sociales sont criantes, entre les pays du Nord et du Sud, mais aussi au sein même d'un pays... Comme en Belgique. Il existe chez nous, des associations qui oeuvrent pour donner la parole aux fragilisés, aux précarisés, aux pauvres, aux « sans voix ». C'est le cas du mouvement des Equipes Populaires qui, au travers de ses différents projets, tend à « susciter l'analyse critique et créer les conditions d'un mieux vivre ensemble ».

Ce mouvement s'adresse aux personnes des milieux populaires, via ses groupes locaux, répartis dans différentes régionales en Communauté française. Des citoyens se réunissent, s'informent, se forment, échangent, mettent des projets en route. Une partie du public des Equipes Populaires sont des travailleurs, des retraités. Il y a aussi des personnes sans emploi. D'autres émergent au CPAS, d'autres encore travaillent pour un salaire de misère. Beaucoup sont touchés par la précarité, sociale, économique. Une précarité qui s'immisce dans les murs de leur logement insalubre, dans leurs factures impayées d'une énergie impayable, dans leurs rapports à la consommation et aux autres. Alors, la société de consommation - durable ou pas - ça les concerne. Et ils s'interrogent... Pas anodin, donc, que le mouvement des Equipes Populaires ait lancé une réflexion en 2008 sur ce fameux « développement durable ». Réflexion qui n'était que la suite logique d'une autre entamée précédemment sur la consommation responsable.

Faire place à la justice sociale

Concrètement, le mouvement a développé des animations¹ et proposé à ses groupes locaux de mettre au centre des débats ce concept de développement durable, de l'aborder par une approche critique, présentant ses diverses interprétations. Christine Steinbach, Présidente communautaire des Equipes populaires, revient sur les constats : « *La question des ressources est devenue incontournable dans la réflexion du mouvement. Mais nous ne mettons pas sur le même pied les trois clés du triangle "environnement-économie-social" du développement durable. Pour nous, le social est le but, l'économie le moyen et l'environnement le cadre à respecter. La transition écologique passe par la justice sociale.* »

Et avec le temps, on dirait même que les différentes locales n'accordent plus trop d'importance au développement durable, en témoignent le peu d'activités développées autour de ce thème aujourd'hui. Alors, dépassé, le DD ? « *Non, je dirais plutôt que cette notion a mûri,* poursuit Christine Steinbach. *On est confronté à des enjeux sociaux qui sont catastrophiques. Les mesures d'austérité et le visage que prend actuellement l'Europe sont à l'avant-plan des préoccupations et des colères dans la*

plupart des régionales chez nous. Il faut une réponse aux injustices sociales. Le chantier lié au développement durable a progressivement glissé vers une réflexion sur notre modèle de développement. La question est désormais : réparer la société capitaliste ou en sortir ? »

Leurs réponses, concrètes et collectives

Au-delà des mots et réflexions, les groupes locaux des Equipes populaires se forgent des solutions concrètes, creusent des alternatives à leur image. Puisque ceux qui décident le développement durable semblent bien loin, autant apporter de vraies réponses de terrain. Ainsi, des projets émergent çà et là. A Nivelles, un café citoyen planche actuellement sur un projet de « donnerie » d'objets inutilisés. A Namur, un potager solidaire et un spectacle sur le milieu rural (voir photo) ont vu le jour. A Mons, il existe un projet de groupe d'achat collectif. Un autre est en gestation. A Mouscron, une journée de formation sur la simplicité volontaire et la décroissance vient d'avoir lieu, sans omettre de questionner ces nouvelles formes d'alternatives (« *La simplicité volontaire est pour certaines personnes involontaire !* », confie le responsable de la régionale). Au centre de ces projets : le cri unanime d'un besoin de lien social.

Bien qu'essentielles, ces initiatives citoyennes et collectives ne sauraient suffire... Christine Steinbach le clame haut et fort : « *Il faut aussi des réponses politiques ! Nos groupes locaux ont identifié trois grandes priorités en termes de développement durable : la rénovation du parc de logements, l'accès aux transports publics et l'amélioration de la production alimentaire locale. Et ça passe impérativement par des politiques publiques. Or, à ce niveau, rien ne se concrétise... »*

Céline TERET

Contact : Equipes populaires - 081 73 40 86 - www.equipespopulaires.be

¹ regroupées dans le Cahier d'animation n°13 « Quel développement durable voulons-nous ? » (voir Outils p.18-19)



« Révolution des Rhubarbes: quand la rue râle, elle part en campagne », un spectacle de théâtre action né d'un atelier des Equipes populaires. Des citoyens y évoquent leurs réflexions sur la ruralité.